



Communiqué de presse

Désolé, c'est fermé... !

Au moment où les relations avec les usagers sont de plus en plus difficiles en raison du cocktail crise/pauvreté/injustice fiscale, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a décidé unilatéralement de réduire le temps d'ouverture de ses guichets (selon les cas de 30 à 24 ou de 24 à 16 heures par semaine) et de fermer au public toutes ses structures locales au moins un jour par semaine à compter du 1er janvier 2015.

La CGT Finances Publique analyse cette volonté comme le résultat :

- des suppressions d'emplois qui font que les agent-es n'en peuvent plus et ont de plus en plus de mal à accomplir la totalité de leurs missions dans de bonnes conditions,
- de la politique de concentration, dans le cadre de la fusion impôts/trésor, de l'accueil sur des « guichet uniques » qui ont servi de vitrines, et sont cyniquement devenues inutiles une fois la fusion achevée.

C'est également une étape dans la réorganisation de l'ensemble du réseau en lien avec la modernisation de l'action publique (MAP) et la réforme territoriale :

- concentration et regroupements de services des impôts des particuliers ainsi que de services des impôts des professionnels,
- fusion de services, par exemple ceux de l'enregistrement et de la publicité foncière (ex hypothèques),
- création de pôles départementaux (cadastre, fiscalité patrimoniale...), voire régionaux,
- suppression de structures, en particulier de trésoreries de proximité.

Loin d'être une « respiration » pour les agent-es, la fermeture des services 1 ou 2 jours par semaine anticipe les nouvelles suppressions d'emplois (1 990 aux Finances Publiques en 2015) induites par la politique d'austérité menée par le gouvernement.

Fermer l'accueil au public 1 ou 2 jours n'aura pour toute conséquence que de reporter la charge de travail sur les jours restants ouverts, ou vers d'autres canaux (plates-formes téléphoniques, internet) nettement plus impersonnels et tout aussi difficiles d'accès, tout en dégradant le service rendu.

Pour la CGT Finances Publiques, réduire des horaires d'accueil au public est inacceptable.

La CGT Finances Publiques estime indispensable une réforme de grande ampleur pour aller vers plus de justice fiscale.

Elle revendique des moyens humains pour faire face à l'ensemble des missions de l'administration fiscale, celle de l'accueil en particulier.

Contact : Pierre-Yves GRELLIER 06 88 43 17 78